

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ATTIJARIWafa EURO FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 63 599 540 euros.

Siège social : 6-8, rue Chauchat, 75009 Paris.

484 854 039 R.C.S. Paris.

**Comptes annuels sociaux et consolidés au 31 décembre 2024
approuvés par décision de l'Associé Unique du 31 mai 2024****Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Attijariwafa Euro Finances relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 23 mai 2025
Les Commissaires aux Comptes,
Forvis Mazars SA
Matthew Brown
Associé

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel
Associé

ETATS FINANCIERS 2024

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF (en K€)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP				
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES				
CREANCES SUR LES ETABISSEMENTS DE CREDIT				
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE				
OPERATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE				
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE				
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LT				
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	59 922	57 454	2 467	4 %
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE				
ACTIONS PROPRES				
COMPTES DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT				
AUTRES ACTIFS	9	9		0 %
COMPTES DE REGULARISATION	0	0		0 %
TOTAL DE L'ACTIF	59 930	57 463	2 467	4 %

PASSIF (en K€)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
BANQUES CENTRALES, CCP				
DETTES ENVERS LES ETABISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	356	298	58	20 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE				
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE				
AUTRES PASSIFS	37	37	0	0 %
COMPTES DE REGULARISATION	50	50	0	0 %
COMPTE DE NEGOCIATION ET DE REGLEMENT				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
DETTES SUBORDONNEES				
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)				
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	59 488	57 078	2 410	4 %
CAPITAL SOUSCRIT	63 600	63 600	0	0 %
PRIMES D'EMISSION				
RESERVES				
ECART DE REEVALUATION				
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTION D'INVEST				
EPORT A NOUVEAU (+/-)	- 6 521	-9 210	2 688	- 29 %
ESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	2 410	2 688	-278	- 10 %
TOTAL DU PASSIF	59 930	57 463	2 467	4 %

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024 :

(En K€)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
+ Intérêts et produits assimilés				
- Intérêts et charges assimilés				
+ Revenus des titres à revenu variable				
+ Commission (produits)				
- Commission (charges)				
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation				
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés				
+ Autres produits d'exploitation bancaire				
- Autres charges d'exploitation bancaire	0			
PRODUIT NET BANCAIRE	0	0	0	-
- Charges générales d'exploitation	58	70	- 12	- 17 %
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles				
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	- 58	- 70	12	- 17 %
+/- Coût du risque				
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 58	- 70	12	- 17 %
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2 467	2 758	- 291	- 11 %
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 410	2 688	- 278	- 10 %
+/- Résultat exceptionnel	0	0	0	0 %
- Impôt sur les bénéfices	0	0		
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées				
RESULTAT NET	2 410	2 688	- 278	- 10 %
Résultat par action	0,76	0,89	- 0,13	- 15 %
Résultat dilué par action				

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

I. FAITS MARQUANTS

AEF détient 3 076 555 actions d’Attijariwafa bank Europe via des titres de participation d’un montant de 63 150 K€, suite à une augmentation de capital en 2022 soit une participation de 99,82 % détenue dans la SA Attijariwafa bank Europe, entreprise du secteur bancaire, dont le siège social est situé à Paris 9^{ème}, 6 rue Chauchat.

La valeur des capitaux propres d’Attijariwafa bank Europe à fin 2024 a conduit à comptabiliser une reprise de provision de 2 467 K€ au 31 décembre 2024.

II. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable depuis le 1^{er} janvier 2015 et en suivant les principes et méthodes comptables généralement admis en France.

L’annexe, qui complète et commente l’information donnée par le Bilan, le Compte de Résultat, et le hors bilan, a été également élaborée conformément au règlement n° 2014-07 de l’Autorité des Normes Comptables.

Les comptes présentés, et représentatifs de la société, couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

ACTIF :

Créances sur les établissements de crédit et assimilés :

Ce poste recouvre l’ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d’opérations bancaires, sur des établissements de crédit et assimilés, à l’exception de celles matérialisées par un titre au sens des articles 2311-2 à 2311-4 du règlement ANC n° 2014-07. Figurent également à ce poste les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l’opération, et les créances se rapportant à des pensions dites livrées sur titres au sens du règlement ANC n° 2014-07 lorsque ces opérations sont effectuées avec des établissements de crédit. Lorsqu’une subdivision du poste est présentée, elle détaille les créances sur les établissements de crédit à vue et à terme.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment elle permet une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres actifs :

Ce poste comprend notamment les primes d'option achetées, les stocks et les créances sur des tiers qui ne figurent pas dans les autres postes d'actif, à l'exclusion des comptes de régularisation.

Comptes de régularisation :

Ce poste recouvre notamment la contrepartie des produits constatés au compte de résultat relatifs à des opérations de hors bilan – notamment sur titres – et à des engagements sur devises et instruments financiers à terme, les pertes potentielles sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non encore dénoués, les charges à répartir et les charges constatées d'avance.

PASSIF :

Autres passifs :

Ce poste comprend notamment les primes d'option vendues, les dettes se rapportant à des éléments reçus en pension puis eux-mêmes donnés en pension ou vendus ferme, selon l'article 2413-1 du règlement ANC n° 2014-07, la dette représentative de la valeur des titres empruntés, lorsque les emprunts de titres ne sont pas adossés contre espèces, et les dettes à l'égard des tiers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif, à l'exclusion des comptes de régularisation qui sont inscrits au poste 6.

Comptes de régularisation :

Ce poste recouvre notamment la contrepartie des pertes constatées au compte de résultat relatives à des opérations de hors bilan – notamment sur titres – et à des engagements sur devises et instruments financiers à terme, les gains potentiels sur contrats de couverture d'instruments financiers à terme non encore dénoués, les produits à répartir et les produits constatés d'avance.

Capitaux propres hors FRBG :

Ce poste, dont la présentation est obligatoire, est un sous-total des postes 11 à 17 ci-dessous :

- capital souscrit ;
- primes d'émission ;
- réserves ;
- écart de réévaluation ;
- provisions réglementées et subventions d'investissement ;
- report à nouveau ;
- résultat de l'exercice.

Capital souscrit :

Ce poste correspond à la valeur nominale des actions, parts sociales et autres titres composant le capital social. Sont considérées comme capital, outre le capital social des établissements assujettis constitués sous forme de société commerciale, les sommes qui en tiennent lieu ou qui y sont assimilées, conformément à la législation en vigueur, dans la comptabilité des établissements assujettis régis par un statut particulier, notamment les dotations définitivement acquises ou le capital fixe ou variable représenté par des parts sociales effectivement libérées ou des certificats coopératifs d'investissement ou d'associé.

Report à nouveau :

Ce poste exprime le montant cumulé de la fraction des résultats des exercices précédents, dont l'affectation a été renvoyée par décision des sociétaires, des associés ou des actionnaires. Il comprend également l'impact des changements de méthode sauf si, en raison de l'application de règles fiscales l'entreprise a été amenée à comptabiliser l'impact de ce changement dans le compte de résultat.

Résultat de l'exercice :

Ce poste enregistre le bénéfice ou la perte de l'exercice.

III. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES

ACTIF :

1. Ventilation des emplois nets

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
. Comptes ordinaires débiteurs	0	0

2. Titres de participation

Les titres de participation d'un montant de 63 150 K€ correspondent à une participation de 99,82 % détenue dans la SA Attijariwafa bank Europe, entreprise du secteur bancaire, dont le siège social est situé à Paris 9^{ème}, 6 rue Chauchat.

AEF détient 3 076 555 actions d'Attijariwafa bank Europe.

Les capitaux propres d'Attijariwafa bank Europe, 59 488 K€ à fin 2024, sont supérieur à la valeur des titres dans les livres d'Attijariwafa Euro Finances. En conséquence, une reprise de provision de 2 467 K€ a été constituée sur les titres de participation d'Attijariwafa Euro Finances sur les comptes au 31 décembre 2024.

3. Ventilation des autres actifs et comptes de régularisation

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Autres Actifs :	9	9
. Débiteurs divers	9	9
Comptes de régularisation :	0	0
. Charges constatées d'avance	0	0

PASSIF :

1. Ventilation des autres passifs et comptes de régularisation

En K€	31/12/2024	31/12/2023
Autres Passifs :	61	37
. Dettes envers AWB Casablanca*	37	37
Comptes de régularisation :	50	50
. Fournisseurs	24	24
. Charges à payer	0	0
. Factures non parvenues	26	26
*dettes à plus d'un an		

2. Historique des mouvements du capital

Lors de la création de l'établissement au 18/11/2005, le montant du capital s'élevait à 37 K€. Les variations suivantes sont intervenues :

En K€	Date	Augmentations	Montant du capital
Capital initial	18/11/2005	37	37
Augmentation de capital / apport d'actif	29/12/2005	26 070	26 107
Augmentation de capital / apport d'actif	13/12/2006	7 800	33 907
Augmentation en numéraire	06/06/2011	5 650	39 557
Augmentation de capital / apport d'actif	22/12/2014	9 043	48 600
Augmentation de capital / apport d'actif	28/06/2022	15 000	63 600
Total		63 600	

Au 31 décembre 2024, le capital est composé de 3 179 977 actions d'un montant nominal unitaire de 20 euros.

Attijariwafa Euro Finances est détenu à 100 % par Attijariwafa bank Maroc.

3. Variation des capitaux propres

En K€	Solde au 31.12.2023	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31.12.2024
Capital social	63 600	0		0	63 600
RAN	- 9 210	2 688	0	0	- 6 521
Résultat	2688	- 2 688	2 410	0	2 410
Total	57 078	0	2 410	0	59 488

Au 31 décembre 2024, le montant des capitaux propres d'Attijariwafa Euro finances est de 59 488 K€ incluant un résultat net bénéficiaire de 2 410 K€.

HORS BILAN :

Néant.

COMPTE DE RESULTAT :**1. Produit net bancaire**

Le PNB est nul au 31/12/24.

2. Charges générales d'exploitation

- Les charges s'élèvent à 58 K€ et se décomposent de la façon suivante :

. Charges de personnel 0 K€

. Charges d'exploitation 58 K€

3. Gain sur actifs immobilisés

Les 2 467 K€ sont liés à la reprise de provision sur des titres de participation.

4. Ventilation de l'impôt

En K€	TOTAL	RESULTAT EXPLOITATION	RESULTAT EXCEPTIONNEL
Bénéfice avant Impôt	2 410	2 410	0
Charge Impôt Société	-	-	-
Bénéfice après Impôt	2 410	2 410	0

5. Projet d'affectation du résultat 2024

Au 31 décembre 2024, l'exercice présente un résultat bénéficiaire net de 2.409.846,03 €.

Le résultat sera affecté, en totalité, au report à nouveau. Cela portera le report à nouveau à - 4.111.511,88 €.

DIVERS :**1. Effectif**

Attijariwafa Euro Finances n'emploie aucun salarié.

2. Rémunération des dirigeants et engagements

Pas de rémunération versée en 2024.

3. Rémunération des Commissaires aux Comptes

Les honoraires, liés au contrôle légal des comptes 2024, sont de 16 K€ hors taxes.

4. Société consolidante

Attijariwafa Euro Finances est consolidée par intégration globale dans les comptes d'Attijariwafa bank Maroc.

5. Opérations avec les entreprises liées au 31 décembre 2024

Les opérations liées ont été effectuées avec les entités suivantes faisant partie du groupe Attijariwafa bank à des conditions normales de marché :

- Attijariwafa Bank Europe (Paris)
- Maison mère Groupe Attijariwafa Bank (Casablanca)

En K€	Lieu	EMPLOIS		RESSOURCES		ENGAGEMENTS	
		A VUE	A TERME	A VUE	A TERME	DONNES	RECUS
Attijariwafa bank Europe	Paris	-	-	356	-	-	-
Attijariwafa bank (Maison mère)	Casablanca	-	-	37	-	-	-

Les opérations avec les parties liées qui ne sont pas conclues à des conditions normales de marché : néant.

6. Evénements post clôture

Les événements postérieurs à la clôture 2024 d’AEF sont ceux d’AWB Europe, détenue à 99.82 %.

7. Tableau des filiales et des participations

Filiales et participations	Adresse	Capital en K€	Capitaux propres autres que le capital social (hors impact résultat) en K€	Quote-part du capital détenu.	Valeurs comptables des titres détenus en K€		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montants des cautions et avals données par la société	PNB en K€	Résultat du dernier exercice en K€	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
					Brute	Nette						
Attijariwafa Bank Europe	6 rue Chauchat 75009 PARIS	61 640	555	99,82 %	63 150	59 922	0	0	60 881	2 472	0	Néant

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés d’Attijariwafa Euro Finances relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Reconnaissance des commissions sur l'activité « Crédit documentaire »

Le paragraphe 11-a de la note « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés expose les principes de comptabilisation des commissions perçues de l'activité « crédit documentaire ». Ainsi, si ces commissions rémunèrent un risque de crédit, elles doivent être étalées sur la durée de vie du crédit. En particulier, l'étalement de certaines de ces commissions en fonction de leur caractère significatif est notamment effectué manuellement ce qui représente un risque en termes de séparation des exercices. Nous avons contrôlé le caractère approprié des méthodes appliquées et avons apprécié leur correcte application.

Justification des soldes interbancaires

Le déploiement de la solution Amplitude up (montée de version du système d'information de core banking système) réalisée au cours de l'exercice 2023 avait engendré des problèmes de paramétrages et de lettrage automatique, générant de nombreuses écritures en rapprochement. Au cours de l'exercice 2024, un plan d'action a été mis en oeuvre afin de procéder à l'apurement progressif de ces écritures en rapprochement. Les régularisations n'ont pas engendré d'incidence significative sur le résultat de l'exercice. Nous avons analysé le traitement comptable retenu dans le cadre du plan d'apurement appliqué sur l'exercice, en évaluant son incidence sur le résultat. Nous avons également analysé les suspens existants à la clôture du 31 décembre 2024, en vérifiant que leur volume, leurs montants, leurs natures ainsi que les modalités prévues de régularisation font l'objet d'un suivi approprié, et qu'ils ne présentent pas de risques non provisionnés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris La Défense, le 23 mai 2025

Les Commissaires aux Comptes,

Forvis Mazars SA

Matthew Brown

Associé

Deloitte & Associés

Jean-Vincent Coustel

Associé

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES 2024

Actif au 31 décembre 2024

(K€)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	3 924	10 249	- 6 325	- 62 %
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	482 291	462 793	19 498	4 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	135 261	71 194	64 066	90 %
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	321 198	216 187	105 011	49 %
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	-	-	0	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	-	-	-	-
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LT	435	526	-91	- 17 %
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 798	8 281	- 483	- 6 %
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 583	8 525	- 943	- 11 %
AUTRES ACTIFS	24 080	24 891	- 810	-3 %
COMPTES DE REGULARISATION	12 577	11 012	1 565	14 %
TOTAL DE L'ACTIF	995 147	813 658	181 488	22 %

Passif au 31 décembre 2024

(K€)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
BANQUES CENTRALES, CCP	-	-	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	585 819	399 967	185 852	46 %
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	329 728	332 812	- 3 084	- 1 %
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-	-	-
AUTRES PASSIFS	12 734	14 269	- 1 536	- 11 %
COMPTES DE REGULARISATION	9 373	10 875	- 1 501	- 14 %
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 730	826	904	109 %
DETTES SUBORDONNEES	-	-	-	-
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES	55 763	54 909	854	2 %
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	55 664	54 812	852	2 %
CAPITAL SOUSCRIT	63 600	63 600	0	0 %
RESERVES	- 8 789	- 10 299	1 510	- 15 %
RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	854	1 511	- 657	- 43 %
INTERETS MINORITAIRES	99	97	2	2 %
TOTAL DU PASSIF	995 147	813 658	181 488	22 %

Hors bilan au 31 décembre 2024

(K€)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
ENGAGEMENTS DONNES	233 657	220 319	13 338	6 %
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	121 510	130 799	- 9 289	- 7 %
ENGAGEMENT DE GARANTIE	112 147	89 520	22 627	25 %
ENGAGEMENT SUR TITRES	-	-	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	231 574	197 493	34 081	17 %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	60 000	60 000	-	0 %
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	167 723	131 158	36 565	28 %
ENGAGEMENTS SUR TITRES	3 850	6 335	- 2 485	- 39 %

Compte de résultat au 31 décembre 2024

(K€)	2024	2023	Var. en Montant	Var. en %
+ Intérêts et produits assimilés	52 347	41 575	10 771	26 %
- Intérêts et charges assimilées	29 324	23 663	5 661	24 %
+ Revenus des titres à revenu variable	-	-	-	-
+ Commission (produits)	12 255	12 975	- 720	- 6 %
- Commission (charges)	421	544	- 124	- 23 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5 218	4 626	592	13 %
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-	-	-	-
+ Autres produits d'exploitation bancaire	21 451	21 722	- 271	- 1 %
- Autres charges d'exploitation bancaire	876	1 763	- 887	- 50 %
PRODUIT NET BANCAIRE	60 651	55 148	5 503	10 %
- Charges générales d'exploitation	55 443	51 541	3 902	8 %
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	1 632	1 729	- 97	- 6 %
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	3 576	1 660	1 916	115 %
+/- Coût du risque	- 93	- 128	35	- 27 %
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 483	1 532	1 951	127 %
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0	0	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	3 483	1 532	1 951	127 %
+/- Résultat exceptionnel	- 1 684	601	- 2 285	- 380 %
- Impôt sur les bénéfices	945	622	323	52 %
+/- Dotation/reprise de FRBG et provisions réglementées	-	-	-	-
RESULTAT NET	854	1 511	- 657	- 43 %
RESULTAT MINORITAIRES	0	0	0	-
Résultat par action	0,35	0,48	- 0,13	- 27 %

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**ATTIJARIWafa BANK EUROPE - FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024**

Les faits marquants 2024 de l'entité et les actions qui découlent du nouveau business modèle, « Empulse2025 », sont détaillés ci-dessous :

Attijariwafa bank Europe continue de déployer son Nouveau Business Model 2021-2025 qui allie des enjeux de diversification des sources de revenus, de rentabilisation des activités et de sécurisation des risques. En 2024, et après avoir réussi une étape cruciale de mise à niveau des socles SI et Monétique en 2023, Attijariwafa bank Europe a procédé à l'adaptation de son programme NBM afin d'adapter son offre aux besoins de sa clientèle.

Ainsi, il s'agit d'un programme de développement qui s'articule autour des principaux axes suivants :

Digital :

Développer l'offre digitale pour les Clients Particuliers et Entreprises dans une logique de Centricité Client.

Corporate & Investment Banking :

Développer l'activité Migrant Banking et intensifier l'activité Retail via i) le développement de l'offre, des canaux de distribution et du dispositif de prise en charge et ii) la régénération du fonds de commerce.

Développement des socles de capacités

Poursuivre les investissements dans la modernisation du socle SI ;

Développer le Capital Humain via un programme d'accompagnement et de renforcement des compétences ;

Renforcer la capacité d'exécution et amorcer la culture agile pour accompagner les nouvelles ambitions stratégiques de la Banque.

Optimisation des charges opératoires

Cette rationalisation intervient dans un souci d'efficacité et de rentabilité des activités.

Projet d'entreprise

Attijariwafa bank Europe continue également le déploiement de son projet d'entreprise, lancé en 2021. L'idée étant :

Après avoir atteint son objectif principal de réécrire avec l'ensemble des collaborateurs une nouvelle page de l'histoire de la filiale, Attijariwafa bank Europe a formalisé sa vision, son ambition, sa mission ainsi que sa raison d'être et a donc défini, en 2024, les socles de son projet ATTIJARI'UP.

Organisation

AWBE a fait évoluer son organisation en janvier 2024, avec la création d'un pôle Banque de détail, intégrant l'ensemble des succursales, et d'un pôle Corporate Investment Banking (CIB) rassemblant les activités de Capital Markets, International Banking et Coverage Europe.

La gouvernance a été également réorganisée avec le remplacement du Comité de direction (CODIR) par un Comité exécutif (COMEX), secondé par le Comité de coordination et de synergies. Cette évolution vise à optimiser le circuit décisionnel et l'efficacité des comités.

Cette réorganisation a été complétée par la nomination de Monsieur Karim KASRI en qualité de Directeur Général adjoint et Responsable du pôle Banque de détail et auxquels sont rattachés les quatre succursales. Ainsi, la direction générale d'AWBE est désormais composée d'un administrateur directeur général et de deux directeurs généraux adjoints (Dirigeants Effectifs).

L'organisation d'AWBE repose sur une vingtaine de comités répartis en cinq sous-groupes : les organes de gouvernance, les instances de contrôle et de risque, les comités spécialisés¹, les comités projets ainsi que le comité social et économique (CSE).

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises du secteur bancaire et en suivant les principes et méthodes comptables généralement admis en France dont le principe de continuité d'exploitation.

Méthode et périmètre de consolidation

Les comptes d'Attijariwafa Bank Europe sont consolidés par intégration globale consistant ainsi à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et les résultats entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise consolidée globalement et les autres entreprises consolidées.

Les comptes présentés et représentatifs du douzième exercice de la société, couvrent les sociétés et les périodes suivantes :

- Attijariwafa Euro finances SAS : 6/8 rue Chauchat 75009 Paris Siren : 484454039)
Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ;

- AWBE SA - zones France (6/8 rue Chauchat 75009 Paris Siren : 485031181) et Belgique (128 Bld Maurice Lemonnier 1000 Bruxelles)
Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, détenu à 99,82 % par Attijariwafa Euro finances SAS ;

- AWBE SA - zone Allemagne Kaiserstr.47 60329 Frankfurt am Main) :
Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, succursale d'Attijariwafa Bank Europe SA ;

- AWBE SA - zone Italie (Via Poliziano 1 20149 Milan) :
Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, succursale d'Attijariwafa Bank Europe SA ;

- AWBE SA - zone Espagne Avde. Josep Tarradellas, 8-10 Planta 3, puertas 5-6 08029 Barcelona) :
Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, succursale d'Attijariwafa Bank Europe SA ;

Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées. Lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont intégrés manuellement à la comptabilité de leur siège selon les règles comptables françaises après élimination des opérations réciproques. Les succursales étant toutes en Europe et tenant leur comptabilité en euros, aucune problématique de conversion euros/devises ne se pose.

1. Ecart d'acquisition (Goodwill)

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation total des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Ce dernier sera amorti sur une durée de 10 ans.

La méthode d'évaluation de l'Ex-CBIP se base pour la partie produit sur la convention de prestation de service qui existe avec la CBAO et qui définit la partie du PNB avec le Sénégal et pour la partie charge sur la refacturation de la masse salariale.

2. Portefeuille titres

■ Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué et des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

■ Titres d'investissement

Le portefeuille est composé de titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie 'titres de placement' avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises de manière échelonnée sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres est étalé en résultat sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode actuarielle pour les titres à taux fixe et au prorata temporis pour les titres à rémunération variable. Les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles liées à un risque propre à l'émetteur conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-03 sur le risque de crédit. Une éventuelle dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres sauf dans des cas spécifiques énumérés par les règlements n° 2005-01 et 2008-17 du CRC.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition auquel s'ajoutent, le cas échéant, les frais accessoires de mise en œuvre conformément au CRC 2004-06.

Au bilan la valeur brute est diminuée des amortissements calculés de manière linéaire, suivant les durées de vie d'utilisation suivantes :

Constructions utilisées à usage professionnel	30 ans
Constructions utilisées à usage d'habitation	40 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Terrains	non amortissable
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Véhicules et matériels roulants	5 ans
Tableaux d'art	non amortissable

4. Immobilisations incorporelles

Logiciels	5 ans
Frais d'établissement	5 ans
Fonds de commerce, droit au bail, marques	Règlement ANC 2015-06

Les frais d'établissement sont principalement constitués d'honoraires juridiques engagés dans le cadre du développement de l'entreprise.

5. Les prêts accordés à la clientèle

Ces prêts sont évalués à leur valeur nominale, augmentés des intérêts courus non échus.

Une dépréciation est constituée par débit du compte de résultat, lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité, totale ou partielle, de non remboursement conformément aux dispositions du CRC 2002-03 modifié du 12 décembre 2002.

6. Risques de crédit

Le risque de perte probable se rapportant à certains concours accordés à la clientèle est déterminé dossier par dossier. Ce risque de perte est couvert par une dépréciation figurant en déduction de l'actif.

Règles relatives à la segmentation des encours :

Les encours de crédits sont présentés par type de clientèle (sociétés non financières, entrepreneurs individuels, particuliers,...) et par localisation géographique (résidents et non-résidents).

Règles relatives aux créances douteuses :

Règles de déclassement :

Méthode retenue pour l'identification des encours douteux

Les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondent à l'une des situations suivantes :

- ⇒ Un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits à l'habitat) ;
- ⇒ Connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement ;
- ⇒ Existence des procédures contentieuses entre la banque et sa contrepartie

Principe de contagion

La comptabilisation en créances douteuses d'un concours entraîne automatiquement le transfert de l'intégralité des engagements à l'encontre de ce client, des rubriques d'encours sains vers les rubriques d'encours douteux, quelles que soient les garanties individuelles.

Traitement des créances restructurées

Il s'agit des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement est amené à modifier les caractéristiques initiales du contrat (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties concernées d'honorer le paiement des échéances.

Aucune créance n'a fait l'objet de restructuration sous ou hors conditions de marché durant l'exercice.

Conditions de retour vers l'encours sain

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains si les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Méthodes retenues pour le déclassement vers l'encours douteux compromis

Un déclassement est effectué :

- Si après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées ;
- Si les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible.

Règles de passage en perte :

L'établissement sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé.

Application de l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07

L'application de l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, sur l'actualisation des provisions sur encours douteux, n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes.

Règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses.

Les intérêts ne sont plus comptabilisés après déclassement en créances douteuses.

7. Risque de taux et risque de change

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions modifiées des règlements CRB 88-02 et 90-15 et de l'Instruction 94-04 modifiée de l'ACPR.

L'établissement conclut des opérations d'instruments financiers à terme, dans le but de couvrir le risque de taux ou de change auquel son activité l'expose.

8. Provisions pour engagements sociaux

L'engagement au titre des indemnités de fin de carrière est calculé par un actuair en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de départ à la retraite déterminées selon les paramètres suivants :

- Départ à la retraite à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans
- Taux de revalorisation des salaires hors inflation : croissance de 1 %
- Rotation : selon taux de rotation constatée dans la société
- Taux d'actualisation : 3,4 %
- Taux de charges sociales : 50 %

Cet engagement n'a pas donné lieu à provision mais fait l'objet d'une mention dans l'annexe en tant qu'engagement hors bilan comme l'autorise le code de commerce.

Les salariés perçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté.

Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué par un actuair selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière : calcul individualisé par salarié, tenant compte du turn-over observé dans l'entreprise et d'un taux de revalorisation des salaires de 1 % hors inflation.

9. Autres provisions

Les autres provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Ces provisions correspondent notamment à l'évaluation des risques identifiés au titre des litiges en cours.

10. Conversion des opérations en devises

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan autres que les dotations sont convertis au cours de clôture,
- les dotations sont converties au cours historique d'enregistrement,
- les charges et les produits sont convertis au cours moyen de la période

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan en " Comptes de tiers et divers ".

11. Principe de rattachement des produits et charges à l'exercice**a - Intérêts et Commissions**

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leurs montants courus selon la méthode du *prorata temporis*.

L'article 4 du règlement de l'ANC, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit, [...] indique qu'il faut étaler les commissions rémunérant un risque de crédit. Les commissions perçues de l'activité « crédit documentaire » et rémunérant un risque de crédit sont retraitées manuellement en fonction de leur caractère significatif et étalées sur la durée de vie du crédit.

b - Impôts et taxes

Tous les impôts et taxes dus au titre de l'exercice sont comptabilisés en charges.

12. Opérations de cession bail (lease back) :

Conformément au règlement ANC 2020-01 qui a rendu obligatoire la constatation au bilan des contrats de crédit-bail à compter du 1^{er} janvier 2021, AWBE retraite les avenants au contrat de lease back avec sa maison mère signés depuis l'application du règlement. Le montant cédé est porté à l'actif et amorti sur 5 ans avec la constatation d'une dette à hauteur du prix de cession. En outre le résultat de cession est éliminé au compte de résultat.

II. NOTES EXPLICATIVES SUR LES COMPTES**1. NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN (EN MILLIERS D'EUROS)****1.1 Caisse, banques centrales, CCP**

En milliers d'euros	2024	2023	Variation activité	Var. %
Caisses	3 810	5 739	-1 929	-34 %
Réserves obligatoires auprès des banques centrales	115	4 511	-4 396	-97 %
Total	3 924	10 249	-6 325	-62 %

1.2 Créances sur les établissements de crédits et opérations avec la clientèle

En milliers d'euros	2024	2023	Variation activité	Var. %
Etablissements de crédit				
. Comptes ordinaires débiteurs	61 909	113 302	-51 394	-45 %
. Valeurs non imputées	0	0	0	-
. Prêts et comptes à terme	420 131	349 026	71 105	20 %
Dont :				
- Prêts JJ	313 315	206 891	106 424	51 %
- Prêts à terme	2 883	3 762	-880	-23 %
- Escompte de CREDOC	59 934	96 499	-36 565	-38 %
- Prêts financiers	44 000	41 874	2 126	5 %
. Intérêts courus non échus	251	464	-213	-46 %
Total	482 291	462 793	19 498	4 %
Crédits à la clientèle				
. Créances commerciales				
. Autres concours à la clientèle	118 835	61 401	57 434	94 %
Dont :				
- Traités avalisées, acceptées	106 999	48 513	58 486	121 %
- Crédits acheteurs	1 965	7 611	-5 646	-74 %
- Prêts financiers	8 677	3 980	4 697	118 %
- Autres	1 195	1 297	-102	-8 %
. Comptes débiteurs de la clientèle	15 910	8 568	7 342	86 %
. Valeurs non imputées	344	665	-321	-48 %
. Créances douteuses	378	339	39	11 %
. Intérêts courus non échus	150	222	-72	-33 %
Total	135 617	71 194	64 422	90 %

✓ Ventilation des créances selon la durée résiduelle, hors intérêts courus

En milliers d'euros	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 AN	1-5 ans	> 5 ans	TOTAL
Prêts JJ	313 315	-	-	-	-	-	313 315
Prêts & Comptes à terme	2 883	-	7 500	36 500	-	-	46 883
Escomptes CREDOC	9 203	22 292	28 439	-	-	-	59 934
Total établissement de crédits	325 401	22 292	35 939	36 500	-	-	420 131
Crédits Durée Initiale <= 1 an	48 948	48 575	7 406	3 711	7 037	-	115 676
Crédits Durée Initiale > 1 an	9	1 982	26	52	420	672	3 159
Total crédits à la clientèle	48 956	50 557	7 431	3 763	7 457	672	118 835

✓ Encours bruts globaux de crédits à la clientèle au 31 décembre 2024 par zone géographique

	ZONE EUROPE	BURKINA FASO	CAMEROUN	COTE D'IVOIRE	EGYPTE	EMIRATS ARABES UNIS	GUINEE	MAROC	MAURI-TANIE	SENEGAL	TUNISIE	AUTRES	Total général
Crédits à l'exportation	-	8 352	12 032	5 428	-	-	-	20 125	618	52 048	9 853	507	108 964
Crédits à l'habitat	506	-	-	607	-	81	-	-	-	-	-	-	1 195
Autres crédits à la clientèle	-	-	-	-	5 067	-	3 610	-	-	-	-	-	8 677
Comptes ordinaires débiteurs	265	2	0	541	0	14 711	0	14	0	7	0	13	15 554
Valeurs non imputées	344	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	344
Créances douteuses nettes de provisions	354	0	0	3	-	-	-	12	0	4	0	5	378
Créances rattachées	112	-	-	-	-	-	-	38	-	-	-	-	150
Total général	1 582	8 354	12 033	6 579	5 067	14 793	3 610	20 188	619	52 058	9 853	525	135 261

✓ Informations sur créances douteuses et provisions au 31 décembre 2024

		ENCOURS DOUTEUX			
En milliers d'euros		31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Créances douteuses brutes		1 439	107		1 546
		PROVISIONS s/ ENCOURS DOUTEUX			
En milliers d'euros		31/12/2023	Dotation	Reprise	31/12/2024
Prov. sur créances douteuses		- 1 100	96	4	- 1 169

1.3 Portefeuille titres d'investissement

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de titres d'investissement est composé de 36 titres en euros pour un montant nominal total de 285 M€ et de 6 titres en dollars pour un nominal contre valorisé de 33 M€.

Sur 2024 : 84 M \$ et 222 M€ d'acquisition des titres.

74 M \$ et 125 M€ de titres échus

Cette détention résulte de la volonté de la banque de placer à long terme (conservation jusqu'à échéance) une partie de l'excédent de trésorerie structurel.

EMETTEUR	DEVISES	Nominal 31/12/2023	Acquisition	Cession	Nominal 31/12/2024 CV EUR	31/12/2024	Intérêts courus 2024	Date Achat	FIN	COUPON en %
EUROPEAN INVESTMENT BANK	USD	3 000	-	-	2 888	137	-	21/07/2017	06/11/2026	Zéro coupon
EUROPEAN INVESTMENT BANK	USD	1 000	-	-	963	35	-	26/09/2017	06/11/2026	Zéro coupon
US912797HY63 US GOVT	USD	5 000	-	- 5 000	-	-	-	29/11/2023	09/01/2024	Zéro coupon
US GOVT	USD	12 000	-	- 12 000	-	-	-	27/09/2023	07/03/2024	Zéro coupon
ROYAUME DE BELGIQUE	USD	3 000	-	- 3 000	-	-	-	24/07/2017	18/09/2024	2,875 %
US912797MT14 US GOVT	USD	-	5 000	-	4 813	41	-	27/09/2024	13/03/2025	Zéro coupon
US91282CJL63 US GOVT	USD	-	17 000	-	16 363	- 84	- 68	31/10/2024	30/11/2025	4,88 %
US91282CHL81 US GOVT	USD	-	5 000	-	4 813	- 10	-	30/12/2024	30/06/2025	4,63 %
US91282CHL81 US GOVT	USD	-	3 000	-	2 888	- 6	-	27/12/2024	30/06/2025	4,63 %
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	2 500	-	-	2 500	- 342	- 105	29/12/2014	28/03/2028	5,500 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	2 500	-	-	2 500	- 444	- 94	29/12/2014	25/04/2029	5,500 %
REPUBLIQUE D'AUTRICHE	EUR	2 500	-	-	2 500	- 337	- 72	29/12/2014	15/07/2027	6,250 %
GOVERNEMENT NEERLANDAIS	EUR	2 500	-	-	2 500	- 342	- 132	29/12/2014	15/01/2028	5,500 %
ROUMANIE	EUR	5 000	-	-	5 000	- 99	- 24	25/02/2020	29/10/2025	2,750 %
ITALY	EUR	20 000	-	- 20 000	-	-	-	26/02/2020	31/07/2024	5,125 %
ITALY	EUR	5 438	-	-	5 438	- 37	- 4	21/01/2021	17/11/2028	0,350 %
ITALY	EUR	4 562	-	-	4 562	- 34	- 3	22/01/2021	17/11/2028	0,350 %
ITALY	EUR	2 500	-	-	2 500	- 13	- 2	27/01/2021	17/11/2028	0,350 %
ITALY	EUR	2 500	-	-	2 500	- 15	- 2	28/01/2021	17/11/2028	0,350 %
HONGRIE	EUR	5 000	-	-	5 000	- 214	- 20	21/01/2021	10/10/2027	1,750 %
KINGDOM OF SPAIN	EUR	12 210	-	- 12 210	-	-	-	08/03/2019	31/01/2024	4,800 %
KINGDOM OF MOROCCO	EUR	3 000	-	-	3 000	- 13	- 31	21/05/2021	30/03/2026	1,375 %
KINGDOM OF MOROCCO	EUR	13 500	-	- 13 500	-	-	-	05/08/2022	19/06/2024	3,500 %
KINGDOM OF MOROCCO	EUR	5 000	-	5 000	-	-	-	25/02/2020	19/06/2024	3,500 %
KINGDOM OF MOROCCO	EUR	2 000	-	- 2 000	-	-	-	21/05/2021	19/06/2024	3,500 %
CLN BNP- SANTANDER	EUR	5 000	-	-	5 000	-	- 122	16/08/2022	16/02/2025	2,810 %
CLN CACIB- SANTANDER	EUR	5 000	-	-	5 000	-	- 18	12/08/2022	12/02/2025	2,710 %
CLN CACIB HSBC	EUR	5 000	-	-	5 000	-	- 15	12/08/2022	12/02/2025	2,320 %
CLN RBC-SG	EUR	5 000	-	-	5 000	-	- 104	12/08/2022	12/02/2025	2,360 %
CLN RBC-BNP	EUR	5 000	-	-	5 000	-	- 96	12/08/2022	12/02/2025	2,170 %
REPUBLIC OF Portugal	EUR	3 934	-	- 3 934	-	-	-	11/03/2019	15/02/2024	5,650 %
GOVERNEMENT NEERLANDAIS	EUR	5 000	-	- 5 000	-	-	-	29/06/2022	15/01/2024	0,000 %

REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	25 000	-	- 25 000	-	-	-	29/06/2022	25/05/2024	2,250 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	13 000	-	- 13 000	-	-	-	29/06/2022	25/03/2024	0,000 %
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	15 000	-	- 15 000	-	-	-	29/06/2022	22/06/2024	2,600 %
ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	10 500	-	- 10 500	-	-	-	29/06/2022	22/06/2024	2,600 %
FR0013415627 REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	-	10 000	-	10 000	75	-	28/03/2024	25/03/2025	Zéro coupon
IT0005437147 ITALY	EUR	-	5 000	-	5 000	189	-	28/03/2024	01/04/2026	Zéro coupon
IT0005534281 ITALY	EUR	-	5 000	-	5 000	1	- 44	28/03/2024	28/03/2025	3,40 %
IT0005534281 ITALY	EUR	-	10 000	-	10 000	2	- 89	28/03/2024	28/03/2025	3,40 %
IT0005534281 ITALY	EUR	-	5 000	-	5 000	1	- 44	28/03/2024	28/03/2025	3,40 %
GR0004135613 GRECE	EUR	-	10 000	-	10 000	63	-	28/03/2024	07/03/2025	Zéro coupon
ES0000012K38 Espagne	EUR	-	5 000	-	5 000	66	-	28/03/2024	31/05/2025	Zéro coupon
FR0012517027 REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	-	20 000	-	20 000	221	- 60	23/04/2024	25/05/2025	0,50 %
BE0000334434 ROYAUME DE BELGIQUE	EUR	-	20 000	-	20 000	233	- 84	23/04/2024	22/06/2025	0,80 %
IT0005556011 ITALY	EUR	-	20 000	-	20 000	- 165	- 228	23/04/2024	15/09/2026	3,85 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	-	15 000	-	15 000	292	- 15	14/06/2024	25/11/2025	1,00 %
ITALY	EUR	-	15 000	-	15 000	- 1 020	- 180	14/06/2024	01/11/2026	7,25 %
KINGDOM OF MOROCCO	EUR	-	8 000	-	8 000	257	- 83	08/07/2024	30/03/2026	1,38 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	-	20 000	-	20 000	- 241	- 101	07/10/2024	25/10/2027	2,75 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	-	15 000	-	15 000	- 78	- 101	07/10/2024	24/09/2027	2,50 %
REPUBLIQUE FRANCAISE	EUR	-	4 300	-	4 300	179	- 19	07/10/2024	23/04/2027	0,625 %
ROUMANIE	EUR	-	5 000	-	5 000	241	- 87	07/10/2024	07/03/2028	3,28 %
ITALY	EUR	-	10 000	-	10 000	91	- 85	07/10/2024	01/08/2027	2,05 %
ITALY	EUR	-	10 000	-	10 000	90	- 85	07/10/2024	01/08/2027	2,05 %
Espagne	EUR	-	10 000	-	10 000	363	- 34	07/10/2024	30/07/2027	0,80 %

* titres rémunérés à taux fixe adossés à un instrument de couverture de taux.

** la valeur nominale des titres au 31.12.2023 est convertie au taux de clôture du 31.12.2023 et au taux de clôture du 31.12.2024 pour les autres colonnes.

Ventilation selon la durée résiduelle, hors intérêts courus (en K€)

Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
69 812 782,75	89 063 913,75	159 150 226,20	0,00

1.4 Participations et autres titres détenus à long terme

Attijariwafa Bank Europe ne détient pas de titres de participation. Les titres classés dans cette rubrique, pour un montant de 435 K€, correspondent essentiellement aux certificats d'association du fonds de garantie des dépôts et de résolution et du fonds de résolution unique

1.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Libellé	Solde au 31/12/23	Entrées	Poste à poste	Sorties	Solde au 31/12/24
Immob corp en cours	9	237	-	221	25
Terrains	1 919	-	-	-	1 919
Constructions	6 132	-	-	-	6 132
Autres immobs corp	101	-	-	1	100
Mobilier de bureau	2 349	16	-	155	2 210
Agencement, Aménagement et Installations	24 557	53	49	38	24 620
Matériel informatique	1 223	137	-	64	1 295
Matériel de bureau	494	32	- 49	76	401
Immob corp hors exploitation	44	-	-	-	44
	36 828	475	-	555	36 747
Immob incorp en cours	28	156	-	156	28
Ecart d'acquisition (Goodwill)	942	-	-	-	942
Retraitement Lease back (1)	11 188	2 699	-	-	13 887
Fonds de commerce	719	-	-	-	719
Autres frais d'établissement	51	-	-	-	51
Logiciels/Proiciels	2 386	97	-	-	2 484
	15 314	2 952	-	156	18 111
	52 142	3 427		711	54 858

(1) « Conformément à l'application règlement ANC 2020-01 et au retraitement du contrat de Lease Back »

✓ Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations :

Libellé	Solde au 31/12/23	Dotations	Poste à poste	Reprises/sorties	Solde au 31/12/24
Immob corp en cours	-	-	-	-	-
Terrains	-	-	-	-	-
Constructions	3 222	197	-	-	3 420
Autres immobs corp	84	16	-	1	100
Mobilier de bureau	2 241	61	-	155	2 147
Agencement, Aménagement et Installations	21 400	768	2	38	22 133
Matériel informatique	921	142	-	62	1 001
Matériel de bureau	434	9	- 2	76	364
Immob corp hors exploitation	-	-	-	-	-
	28 302	1 194	-	331	29 165
Immob incorp en cours	-	-	-	-	-
Ecart d'acquisition (Goodwill)	848	94	-	-	942
Retraitement Lease back (1)	4 636	3 302	-	-	7 938
Fonds de commerce	344	-	-	-	344
Autres frais d'établissement	51	-	-	-	51
Logiciels/Proiciels	1 154	344	-	-	1 498
	7 033	3 741	-	-	10 773
	35 335	4 934	0	331	39 938

(1) « Conformément à l'application règlement ANC 2020-01 et au retraitement du contrat de Lease Back »

1.6 Autres actifs et comptes de régularisation

En milliers d'euros	2024	2023
Autres actifs :	24 080	24 890
. Comptes liaison succursales		
. Débiteurs divers	21 095	21 077
. Dépôts et cautionnement	1 125	1 359
. TVA déductible & crédit de TVA	35	207
. Créance d'Impôt sur les sociétés	758	818
. Comptes de stock et emploi divers	1 068	1 430
Comptes de régularisation :	12 577	11 012
. Opérations de recouvrement	1 376	520
. Ajustement devises	1 413	244
. Charges payées d'avance	851	535
. Produits à recevoir	8 907	9 682
. Impôts différés Actif	0	0
. Autres comptes de régularisation	30	30

La ligne débiteurs divers intègre une créance sur AWB Maroc au titre des coûts liés au plan de remédiation conformité pris en charge directement par la maison mère pour lequel AWBE a obtenu un engagement de garantie de paiement.

2. NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN (EN MILLIERS D'EUROS)

2.1 Dettes envers les établissements de crédits et opérations avec la clientèle

En milliers d'euros	2024	2023	Variation activité	Var. %
Etablissements de crédit :				
. Comptes ordinaires créditeurs	163 632	108 434	55 199	51 %
. Comptes et emprunts (1)	404 798	290 842	113 956	39 %
Dont :				
- Emprunt JJ				
- Emprunt à terme	404 798	290 842	113 956	39 %
. Autres sommes dues	23	46	-23	-50 %
. Intérêts courus non échus	17 365	644	16 721	2596 %
	585 819	399 967	185 852	46 %
Comptes créditeurs de la clientèle				
. Comptes ordinaires	239 562	225 527	14 035	6 %
. Dépôts de garantie	27 060	41 906	-14 846	-
. Comptes à terme	288	8	280	3627 %
. Comptes d'épargne	60 136	63 323	-3 188	-5 %
. Autres sommes dues	2 541	1 922	620	32 %
. Intérêts courus non échus	142	127	15	-
	329 728	332 812	-3 084	-1 %

(1) Ce poste inclut un gage espèce de la maison mère AWB d'un montant de 170 M€ et 121 M\$.

Dont 9 596 K€ correspond à la dette locative amortie à hauteur de 1 606 K€ liée au retraitement du contrat de Lease Back conformément à l'application règlement ANC 2020-01

✓ Ventilation des dettes selon la durée résiduelle, hors intérêts courus

En milliers d'euros	< 1 M	1 M à 3 M	3 M à 6 M	6 M à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Emprunts au jour le jour	50 000	0	0	0	0	0	50 000
Emprunts à terme	61 665	6 738	25 000	108 502	152 893	0	354 798
Comptes ordinaires	239 562						239 562
Comptes créditeurs à terme	280	3				5	288
Autres sommes dues	2 564						2 564

2.2 Autres passifs et comptes de régularisation

En milliers d'euros	2024	2023
Autres Passifs :	12 734	14 269
. Charges à payer personnel	9 607	8 779
. Impôts et taxes	679	876
. TVA collectée	257	271
. Autres créditeurs divers	2 190	4 343
Comptes de régularisation :	9 373	10 875
. Produits perçus d'avance	843	1 026
. Opérations de recouvrement	1 118	1 312
. Dettes fournisseurs	871	1 585
. Charges à payer	6 541	6 952

2.3 Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	Montant au 31.12.2023	Augmentations	Diminutions	Montant au 31.12.2024
Provisions pour risques et charges	826	1 266	-363	1 730
Total	826	1 266	-363	1 730

En 2024, les variations des provisions pour risques et charges s'expliquent essentiellement par :

- ✓ Litige sociaux : Dotation de 35 K€ contre une reprise de 246 K€ en France, 51 K€ de dotations en Espagne
- ✓ Reprise provision Perte PC de 16 K€
- ✓ Reprise provision bailleur 49 K€
- ✓ Provision risque client de 25 K€ en 2024
- ✓ Provision risque doublon 88 K€
- ✓ Provision Fraude 1 100 K€
- ✓ Provision incident CEC Belgique 19 K€

2.4 Fonds pour risques bancaires généraux

Au 31 décembre 2024, le stock de provision est à néant.

2.5 Capitaux propres

2.5.1 - Historique des mouvements du capital

Lors de la création de l'établissement au 18/11/2005, le montant du capital s'élevait à 37 K€. Les variations suivantes sont intervenues :

En K€	Date	Augmentations	Montant du capital
Capital initial	18/11/2005	37	37
Augmentation de capital / apport d'actif	29/12/2005	26 070	26 107
Augmentation de capital / apport d'actif	13/12/2006	7 800	33 907
Augmentation en numéraire	06/06/2011	5 650	39 557
Augmentation de capital / apport d'actif	22/12/2014	9 043	48 600
Augmentation de capital / apport d'actif	28/06/2022	15 000	63 600
Total	31/12/2023	63 600	

Au 31 décembre 2024, le capital est composé de 3 179 977 actions d'un montant nominal unitaire de 20 euros. Attijariwafa Euro Finances est détenu à 100 % par Attijariwafa bank Maroc.

2.5.2 - Variation des capitaux propres en milliers euros

Base sociale / En euros	Solde au 31.12.2023	Affectation résultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31.12.2024
Capital	63 600				63 600
Réserves	-10 201	1 511			-8 690
Résultat	1 511	-1 511	854	0	854
Capitaux Propres - Total	54 910	0	854	0	55 764
Capitaux Propres - Intérêts Minoritaires	97		2		99
Capitaux Propres - Part du Groupe	54 813	0	852	0	55 665

Projet d'affectation du résultat 2024 :

Le résultat positif 853.992,63 euros sera affecté comme suit :

- Réserves : + 853.992,63 euros.

Cela portera les réserves à -7.836.684,60 euros

2.6 Intérêts Minoritaires

La participation d'Attijariwafa Euro Finances dans Attijariwafa Bank Europe est de 99,82 %. Les 0,18 % restants sont détenus par la Banque de l'habitat du Sénégal.

3. NOTES SUR LE HORS BILAN (EN MILLIERS D'EUROS)

3.1 Engagements donnés

(En milliers d'euros)	2024	2023
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit	114 895	114 317
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 615	16 481
Engagements de garantie donnés en faveur des établissements de crédit	111 053	88 425
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	1 094	1 096
Total	233 657	220 319

ENGAGEMENTS DONNES DE FINANCEMENT BANCAIRE : Augmentation des engagements de financement en faveur des établissements de crédits de 578 K€

Les autres garanties de financement en faveur de la clientèle sont en baisse de 10 M€

ENGAGEMENTS DONNES DE GARANTIE : Les garanties sur les CREDOC, partie confirmée, sont passées de 58 M€ en 2023 à 84 M€ en 2024 soit une hausse de 26 M€.

Les autres garanties en faveur des établissements de crédits passent de 30 M€ en 2023 à 27 M€, une baisse de 3 M€

3.2 Engagements reçus

(En milliers d'euros)	2024	2023
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	60 000	60 000
Engagements de financement reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	134 862	96 332
Engagements de garantie reçus de la clientèle	32 862	34 826
Total	227 723	191 158

ENGAGEMENTS RECUS DE FINANCEMENT : Pas de mouvement en 2024. Ce poste correspond à l'accord de refinancement de 60 M€ de la maison mère AWB Maroc.

ENGAGEMENTS RECUS DE GARANTIE :

- o Les cautions, avals, autres garanties d'ordre d'établissements de crédit sont en hausse de 39 M€ passant de 96 M€ à 135 M€.

- o Les garanties reçues de la clientèle (assurances et clientèles financières) diminuent de 2 M€ passant de 35 M€ à 33 M€.

- | | |
|------------------------------------|--------------------------|
| ✓ Garanties d'assurances publiques | passent de 6 M€ à 2 M€ |
| ✓ Entreprises d'assurance | passent de 25 M€ à 14 M€ |
| ✓ Clientèle financière | passent de 4 M€ à 6 M€ |
| ✓ Garanties assureurs privés | sont à 11 M€ en 2024. |

- Engagements sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	2024	2023
Engagements sur IFT	3 850	6 335
Total	3 850	6 335

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT (EN MILLIERS D'EUROS)

4.0 Intérêts et produits assimilés

Ce poste comprend :

Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros)	2024	2023
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec établissements de crédit	29 090	19 816
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations avec la clientèle	9 508	9 593
Intérêts échus et les intérêts courus non échus des obligations et autres titres à revenu fixe	8 984	7 996
Produits sur engagements de financement, produits sur opérations de hors-bilan	535	565
Produits sur engagements de garantie, produits sur opérations de hors-bilan	4 230	3 604
Total	52 347	41 575

4.1 Intérêts et charges assimilées

Ce poste comprend :

Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros)	2024	2023
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur opérations de refinancement	24 973	17 045
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur la clientèle	1 202	1 328
Intérêts échus et les intérêts courus non échus sur instruments de couverture	2 214	4 256
Charges sur engagements de financement reçus d'établissements de crédit	934	1 034
Total	29 324	23 663

4.2 Commissions

Ce poste comprend :

Commissions (En milliers d'euros)	2024	2023
Commissions sur opérations interbancaires	840	614
Commissions sur opérations avec la clientèle	10 863	11 682
Commissions sur opérations de change	0	0
Autres commissions	132	135
Total	11 834	12 431

4.3 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Il s'agit des gains réalisés sur des opérations de change.

Au 31 décembre 2024, le gain sur les opérations de change est de 5 218 K€ contre 4 626 K€ en 2023.

4.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Ce poste est principalement constitué des commissions d'intermédiations perçues dans le cadre de la convention de prestations de services conclue avec Attijariwafa Bank Maroc, intégrant le forfait de représentation (3 M€ en 2024 contre 4 M € sur 2023).

Commission d'intermédiation et de représentation (En K€)	2024	2023
France	15 242	15 172
Belgique	2 460	2 699
Allemagne	1 058	1 051
Pays-Bas	0	0
Italie	978	966
Espagne	1 700	1 728
Total	21 437	21 616

✓ Le poste « Autres charges d'exploitation bancaire » est en légère hausse et s'élève 876 K€ fin 2024.

Ce poste est composé des frais liés aux cartes bancaires et à ceux liés à nos distributeurs de billets (activité monétique).

4.5 Produit net bancaire

Le produit net bancaire s'élève à 60 651 K€ en 2024 contre 54 929 K€ en 2023, soit une augmentation de 10 %.

Ci-dessous la contribution des différentes entités dans le PNB d'AEF :

En milliers d'euros	2024	2023	Variation activité	Var. %
France	50 028	45 009	5 019	11 %
Belgique	5 932	5 378	554	10 %
Allemagne	1 365	1 288	76	6 %
Pays-Bas	0	0	0	0 %
Espagne	1 986	1 934	52	3 %
Italie	1 341	1 320	21	2 %
PNB	60 651	54 929	5 722	10 %

Le PNB se détaille comme suit :

En milliers d'euros	2024	2023
Produits bancaires	91 271	80 899
Charges bancaires	30 620	25 970
PNB	60 651	54 929

4.6 Charges générales d'exploitation

Les charges d'exploitation s'élèvent à 55 443 K€ et se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2024	2023	Var. %
. Charges de personnel	32 748	30 458	8 %
<i>Salaires et traitements</i>	<i>20 896</i>	<i>20 589</i>	<i>1 %</i>
<i>Charges sociales</i>	<i>11 118</i>	<i>9 378</i>	<i>19 %</i>
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	<i>735</i>	<i>491</i>	<i>50 %</i>
. Charges d'exploitation - Services extérieurs	21 703	20 119	8 %
. Impôts et taxes	1 021	1 025	0 %
. Charges refacturées	-29	-61	-52 %
Charges générales d'exploitation	55 443	51 541	8 %

Les charges se décomposent par zone géographique comme suit :

En milliers d'euros	France	Belgique	Espagne	Italie	Pays-Bas	Allemagne	Total
. Charges de personnel	25 184	3 147	1 940	1 343	0	1 135	32 748
. Services extérieurs	18 897	1 116	523	824	0	363	21 723
. Impôts et taxes	692	265	52	9	0	3	1 021
. Charges refacturées	-20	0	0	0	0	-29	-49
Charges générales d'exploitation	44 752	4 529	2 514	2 176	0	1 472	55 443

4.7 Coût du risque

Le coût du risque lié à l'activité sur la partie clientèle douteuse s'élève à – 93 K€ au 31 décembre 2024 et s'analyse comme suit :

Coût du Risque 2024 En milliers d'euros	Dotations	Reprises	Pertes non couvertes	Pertes couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciation d'actif	-97	4	0	0	0	-93
Interbancaires						0
Clientèle	-97	4	0	0	0	-93
Total	-97	4	0	0	0	-93

4.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel 2024 s'élève à -1 684 K€, par différence des :

Principaux produits exceptionnels :

- Reprise provision jetons de présence 25 K€
- Annulation factures suite circularisation : Avoir SOPRA BANKING SOFTWARE 181 K€
- Cotisation + intérêts FGDR 49 K€
- Régularisation apurement cotisation CE 30 K€
- Régularisation antériorité compte trans'carte et collecteurs divers 54 K€
- Apurement compte Transvir 142 K€
- Déduction fiscale de don sur solde IS 2023 60K€
- Produits exceptionnels pour les succursales pour un montant global de 97 K€

Principales charges exceptionnelles :

- Amende Pays-Bas 350 K€
- Régularisation antériorité des comptes trans'carte et collecteurs divers 21 K€
- Régularisation position de change opération EUR/MAD – FR/BE- 10 K€
- Litige loyer SCI DU VAL 16 K€
- Différence provision IS 2023 11 K€
- Assainissement suspens Nostri 322 K€

- Pénalité RH égalité H/F 2022 144 K€

- Majoration Ulrssaf 125 K€

- Charges exceptionnelles pour les succursales pour un montant global de 317 K€

- Une provision de 1,1 M€ a été constituée au titre de l'exercice 2024 afin de couvrir les impacts potentiels liés à un événement isolé ayant affecté l'activité de Trade Finance. Un plan d'action de recouvrement a été mis en œuvre, accompagné d'un renforcement des dispositifs de contrôle interne. Il est à noter qu'Attijariwafa Bank Europe dispose d'une police d'assurance couvrant ce type de risque, dont les démarches d'activation sont en cours.

4.9 Résultat courant avant impôt et résultat net

- Le résultat courant avant impôt s'élève à 3 286 K€ en 2024 contre 1 532 K€ en 2023.

- Au 31 décembre 2024, les activités de la banque génèrent un résultat net de 854 K€ contre 1 511 K€ en 2023.

En milliers d'euros	2024
Résultat courant avant impôt	3 286
Résultat exceptionnel	-1 487
Impôt sur les sociétés	-945
Résultat après impôt	854

5. NOTES DIVERSES

5.1 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Aucune réserve spéciale de participation n'a été constituée au titre de l'exercice 2024.

5.2 Effectif

L'effectif total d'Attijariwafa Bank Europe au 31 décembre 2024 s'élève à 433 collaborateurs.

Il se décompose comme suit :

Zones géographiques	Effectif 31/12/2024			Effectif 31/12/2023		
	Cadre	Non cadre	Total	Cadre	Non cadre	Total
France	187	143	330	145	162	307
Belgique	14	27	41	14	29	43
Allemagne	4	6	10	2	9	11
Espagne	10	21	31	10	22	32
Italie	2	19	21	6	14	20
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0
			433			413

5.3 Provisions pour retraites

Les calculs effectués permettent d'indiquer que les réserves de la CRPB au 31 décembre 2024 couvrent les dépenses futures résultant de la mise en œuvre de l'accord collectif et que, dans ces conditions, compte tenu des informations dont nous disposons à ce jour, nous n'avons pas à prendre dans nos comptes 2024 un engagement à l'égard de la CRPB au titre du complément bancaire.

Au 31 décembre 2024, les engagements de retraites s'élèvent à 2 334 343 euros.

Les calculs, effectués pas notre actuaire en 2024 ont été réalisés selon les hypothèses suivantes :

01/01/2024 - 31/12/2024 selon reel	ATTIJARIW AFA France	ATTIJARIW AFA Allemagne	ATTIJARIW AFA Belgique	ATTIJARIW AFA Espagne	ATTIJARIW AFA Italie	TOTAL
Provision de début de période	-1 428 143	-27 067	0	-32 926	-716 459	-2 204 595
Coût période	-132 810	-1 346	0	-3 491	-70 068	-207 715
Reprise période	0	8 133	0	0	0	8 133
Transferts et acquisitions	0	0	0	0	0	0
Ecarts actuariels gains/ (pertes) en fonds propres	50 558	229	0	2 538	16 509	69 834
Provision de fin de période	-1 510 395	-20 051	0	-33 879	-770 018	-2 334 343

5.4 Les 10 meilleures Rémunérations

Le montant global Europe des sommes versées (rémunérations directes ou indirectes) aux dix personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ressort à la somme de 2 086 635,73 euros.

5.5 Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le solde du CICE a été *entièrement soldé depuis l'année 2022*.

5.6 Rémunération des Commissaires aux Comptes

Les honoraires Europe, liés au contrôle légal des comptes 2024, sont de 237 K€ hors taxes dont 172 K€ pour la France selon une répartition entre les deux cabinets Forvis Mazars 88 K€ - Deloitte 83 K€ et 65 K€ pour les succursales (Forvis Mazars exclusivement)

5.7 Liste des implantations 2024

Nom des implantations	Localisations	PNB	Effectif	Résultat 2024 en K€ avant impôt	Impôts sur les bénéfices courants	Subventions Publiques
Attijariwafa Euro Finances Holding France	France	-	-	2 410	0	Néant
Attijariwafa Bank Europe filiale France	France	50 258	330	3 532	522	Néant
Attijariwafa Bank Europe succursale Belgique	Belgique	5 932	41	602	390	Néant
Attijariwafa Bank Europe succursale Allemagne	Allemagne	1 365	10	-155	4	Néant
Attijariwafa Bank Europe succursale Espagne	Espagne	1 986	31	-564	26	Néant
Attijariwafa Bank Europe succursale Italie	Italie	1 341	21	-943	2	Néant

5.8 Société consolidante

Attijariwafa Euro Finances SAS est consolidée à hauteur de 100 % par intégration globale dans les comptes d'Attijariwafa Bank au Maroc.

5.9 Détail des comptes clients inactifs

Les comptes bancaires inactifs font l'objet d'un suivi conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014. Au 31 décembre 2024, la banque recense 11 233 comptes inactifs inscrits dans ses livres correspondant à 11 002 clients, dont le montant des dépôts et avoirs s'élève à 6 714 214 euros. Ces comptes font l'objet d'une gestion spécifique conformément aux obligations légales, notamment en ce qui concerne la notification des titulaires et, le cas échéant, le transfert des avoirs à la Caisse des Dépôts et Consignations.

5.10 Opérations avec des entreprises liées au 31.12.2024

Les opérations liées ont été effectuées avec les entités suivantes faisant partie du groupe Attijariwafa Bank :

Une convention de prestation de services a été signée le 2 janvier 2006 entre ATTIJARIWA BANK EUROPE et ATTIJARIWAFABANK (la maison-mère) modifiée par l'avenant du 15 juin 2015. Un nouvel avenant à cette convention a été signé le 31 mars 2017, avec date de prise d'effet le 1^{er} janvier 2016, puis pour l'année 2019 avec une modification de la tarification.

Le même type de convention a également été passé avec la filiale tunisienne du Groupe en date du 18 octobre 2012.

Ces conventions définissent les termes de rémunération des activités d'intermédiation réalisées par ATTIJARIWAFABANK EUROPE.

	EMPLOIS		RESSOURCES		ENGAGEMENT		
	A TERME	A VUE	A TERME	A VUE	DONNE	RECU	DONNE S/ TITRE
ATTIJARI BANK MAURITANIE	4 438	1	-	13 307	25 325	618	-
ATTIJARI BANK TCHAD S.A	3 545	-	-	7 625	3 766	-	-
ATTIJARI BANK TUNISIE	2 433	15	-	4 496	9 302	9 853	-
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	-	-	-	1 815	1 200	-	-
ATTIJARIWAFABANK PARTICIPATIONS	-	-	-	219	-	-	-
ATTIJARIWAFABANK (CPT ITALIE)	-	1 569	-	3 693	-	-	-
ATTIJARIWAFABANK ALLEMAGNE	-	-	-	953	-	-	-
ATTIJARIWAFABANK BRUXELLES	-	81 493	81	87 467	-	-	-
ATTIJARIWAFABANK EGYPT	-	-	9 626	4 535	14 823	-	-
ATTIJARIWAFABANK ESPAGNE	-	1 805	-	771	-	-	-
ATTIJARIWAFABANK EUROPE	-	7 035	-	6 100	36	-	-
ATTIJARIWAFABANK EUROPE NIME	-	-	-	0	-	-	-
ATTIJARIWAFABANK FRANKFURT	-	1 000	-	-	-	-	-
ATTIJARIWAFABANK MAROC	2 890	2 533	289 537	75 746	5 440	63 004	3 850
ATTIJARIWAFABANK MAROCO-MAURITANIA	-	-	-	1 716	-	-	-

ATTIJARIWAFABKAFRIQUE PARTICIPATIO	-	2	-	1 078	-	-	-
ATTIJARIWAFAEURO FINANCES	-	356	-	-	-	-	-
ATTIJARIWAFALTD	-	256	-	-	-	-	-
BANQUE COMMERCIALE DU MAROC	-	0	-	-	-	-	-
BIA TOGO	2 402	1 902	-	279	5 729	480	-
BIM MALI	-	1 204	-	1 964	5 060	-	-
CBAO BENIN	-	2 881	-	-	685	-	-
CBAO BURKINA FASO	-	3 778	-	14	3 701	-	-
CBAO NIGER	-	-	-	395	14	-	-
COMITE D'ENTREPRISE AWB FONCTIONNEME	-	-	-	88	-	-	-
COMITE D'ENTREPRISE SOCIAL AWB	-	-	-	140	-	-	-
COMPAGNIE BANCAIRE DE L AFRIQUE OCC	-	7 320	-	699	14 473	20 052	-
COMPAGNIE DE BANQUES INTERNATIONALE	-	4	-	242	-	-	-
CREDIT DU CONGO	-	1 452	-	9 672	6 067	-	-
CREDIT DU SENEGAL	-	3 474	-	322	2 949	11 979	-
INDISP PRELEVTAWBFRANCE	-	562	-	194	1 000	-	-
SCB CAMEROUN	23 390	358	-	5 892	60 766	9 337	-
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	-	-	-	10 395	28 508	3 468	-
TRANS`MAROCCHAUCHAT	-	2	-	223	-	-	-
UNION GABONAISE DE BANQUE	2 037	-	-	16 196	17 380	-	-
WAFACASH INTERNATIONAL	-	-	200	97	-	-	-
Total général	41 136	119 001	299 443	256 334	206 224	118 790	3 850

5.11 Evénements postérieurs à la clôture au 31 décembre 2024

NEANT

Affectation du résultat

Dans les comptes sociaux, L'Associé Unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 2.409.846,03 euros en totalité au compte de « report à nouveau » qui s'élève ainsi à -4.111.511,88 euros.

Conformément à la loi, l'associé unique constate qu'aucun dividende n'a été distribué depuis la constitution de la société.

Rapports de gestion

Les rapports de gestion sur les comptes sociaux et sur les comptes consolidés sont tenus à la disposition du public au siège social de la société ; 6-8, rue Chauchat, 75009 Paris.